

Son nom est bien connu des lecteurs du PR puisqu'il est depuis 2002 l'un des chroniqueurs de la rubrique Chez le libraire. Franck Schwab est professeur d'histoire-géographie au lycée technologique Henri Loritz de Nancy après avoir longtemps enseigné au collège. Il est également président pour la Lorraine de l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG). Lorsque nous avons rencontré Franck Schwab à Nancy début mars, il venait d'organiser pour l'APHG une journée d'étude sur la bataille de Verdun. Celle-ci fut le point de départ d'un entretien où il fut question d'enseignement et de commémoration, du rôle de l'histoire dans la formation des élèves et des défis que doit relever le professeur d'histoire confronté à des enjeux sociétaux complexes.

En tant que président de l'Association régionale des professeurs d'histoire-géographie pour la Lorraine, vous venez d'organiser à Verdun une journée d'étude sur le thème : « Enseigner et commémorer la bataille de Verdun, de 1918 à nos jours ». Enseigner et commémorer... Quelle que soit la période étudiée, ce sont deux approches bien différentes de l'histoire. Qu'implique d'abord l'enseignement de l'histoire ?

Enseigner l'histoire, c'est expliquer ce qui s'est passé à un moment donné et pour quelles raisons. Chaque événement est singulier et chaque événement a des causes singulières. Les questions de causalité sont essentielles dans notre discipline et nous devons donner aux élèves des éléments pour nourrir leur réflexion. Pourquoi cela a-t-il pu arriver ? L'histoire est politique et tient un discours sur la société et son passé. Sans ce discours, comment comprendre le sacrifice de 300 000 hommes à Verdun, morts pour leurs pays respectifs ? Comment comprendre la Shoah et les six millions de juifs assassinés par une poignée de tueurs si l'on ne présente pas la succession de facteurs qui ont rendu le crime possible. Il en va de même pour les attentats de 2015 à Paris. D'où viennent les djihadistes, comment, pourquoi devient-on djihadiste ? On n'échappe jamais à l'analyse des causes. Malheureusement, la tendance actuelle dans les programmes est au rejet du singulier et du « pourquoi », l'histoire étant maintenant fortement influencée par la sociologie. Or expliquer les faits, prendre du recul, permet aussi de rassurer les élèves confrontés à des événements traumatisants et d'agir dans une optique de prévention : que peut-on faire contre la barbarie ? Enseigner l'histoire et la géographie dans un sens civique implique d'alerter les enfants et de leur faire comprendre que leur avenir dépend d'eux. Dans une démocratie, il est essentiel d'essayer de former les esprits à la conscience, à la responsabilité et à la vigilance. Je ne prétends pas que cela marche à tous les coups, mais ces principes sont à la base de notre travail d'enseignant.

Qu'en est-il de la commémoration ? Au-delà de l'hommage, n'a-t-elle pas aussi une fonction d'alerte ?

L'intitulé de la journée d'étude sur Verdun « Enseigner et commémorer, de 1918 à nos jours » suggérerait qu'il est difficile aujourd'hui de commémorer dans Verdun la même chose qu'autrefois. Autrefois, on rendait hommage à la Nation et au sacrifice de ses enfants dans un contexte d'affrontements entre nations européennes. Au XXI^e siècle, commémorer ce qui s'est passé à Verdun entre Français et Allemands permet de tirer un enseignement sur l'Europe et de souligner sa fragilité, on le voit bien aujourd'hui avec la question des réfugiés. Si l'histoire permet de tirer des leçons utiles pour les hommes, de quoi va-t-on chercher à se souvenir ensemble ? Pour

alerter contre quoi ? Car on commémore toujours pour le présent. Que devons-nous retenir du passé qui puisse nous rassembler aujourd'hui ?

Ce souci de rassembler autour de valeurs communes et d'événements fédérateurs est très présent depuis quelques années, accompagné, suscité par nos gouvernants successifs. Comment l'analyser ?

Il répond, je pense, au fait que nous vivons dans un monde inquiétant et que nous nous interrogeons beaucoup sur nous-mêmes et notre identité collective. Ces interrogations traduisent, je crois, une incertitude et une perte de confiance en nous. Les professeurs le sentent bien. Comme enseignants, nous sommes en effet au service de la société et nous attendons des politiques qu'ils nous disent ce que nous devons enseigner et dans quel but. Mais personne ne semble le savoir vraiment, et cela se retrouve dans la conception de l'enseignement de l'histoire où il existe différentes « chapelles » concurrentes. Traditionnellement, depuis Jules Ferry, l'histoire a contribué avec le français à créer une conscience citoyenne. Certains historiens ne sont plus d'accord avec cette perspective et y voient une instrumentalisation des esprits, dénonçant un « roman national » qui n'a jamais existé, sauf peut-être à l'école primaire ; et encore, il y a très longtemps, n'en déplaise aux épigones actuels de la « grande prêtresse » Suzanne Citron. Quant à l'enseignement... doit-on vraiment chercher à faire travailler les élèves en classe ou bien la salle de cours ne doit-elle être conçue que comme un simple espace de socialisation dans lequel on ferait l'impasse sur toutes les notions un peu difficiles ou un peu dérangeantes au nom d'une égalité vers le bas et d'une fausse paix sociale ? Rien n'est clairement dit à ce propos et, de ce fait, la commémoration apparaît comme un recours rassurant. Face aux interrogations sur les missions de l'enseignement et face à un présent incertain, on revient sur un passé connu dont on égrène les pages glorieuses – Verdun, qui fut la dernière grande victoire de l'armée française ou la Résistance qui sauva l'honneur du pays... On fait venir les enfants des écoles et on se donne ainsi bonne conscience tout en diminuant les heures d'histoire-géographie en classe parce qu'un professeur coûte cher. Or, dans une optique de formation intellectuelle et civique, jamais la commémoration ne remplacera l'enseignement.

De leur côté les élèves trouvent sur Internet toutes sortes d'informations plus ou moins valables. N'est-ce pas une difficulté supplémentaire pour l'enseignant ?

Mes élèves sont très bien informés, ils connaissent les SS et Himmler avant même que je ne leur en parle ! Il est vrai que si vous tapez « SS » sur Google, vous



FRANCK SCHWAB

obtenez des pages entières de symboles SS. Si vous tapez « Einsatzgruppen », vous tombez sur des images d'une extrême violence, sans aucune explication, et fondamentalement destructrices pour de jeunes esprits. Il serait criminel de les laisser tout seuls face à ce robinet à images qu'est Internet. Il faut donc faire plus d'histoire. Le cours d'histoire permet un travail d'apprentissage, de réflexion et de dialogue. En général les élèves sont réceptifs car les questions de violence politique les intéressent voire les fascinent, ce qui peut être à double tranchant. La particularité de l'histoire est de devoir se confronter à une masse d'informations. Le professeur doit hiérarchiser ces connaissances, donner des repères... Puis les contextualiser, mettre les événements en relation, donner du sens et contribuer ainsi à former l'esprit des futurs citoyens.

Connaissez-vous dans vos classes des situations de rejet de certains thèmes, tels que le génocide des juifs ?

J'enseigne depuis vingt-huit ans et par rapport à la Shoah je constate qu'il y a encore dix ans, lorsque j'abordais le sujet, j'avais un public « acquis d'avance », qui voulait apprendre et qui était spontanément en empathie avec les victimes. Ce n'est plus tout à fait le cas aujourd'hui, non pas que je doive affronter de vraies résistances face à la question mais l'intérêt n'est plus le même : « encore la Shoah ! » laissent entendre certains, voire même « encore les juifs ! », comme si les élèves savaient déjà tout ce qu'il fallait savoir, grâce à Internet où le discours antisémite abonde... Face à toutes les bêtises que les jeunes peuvent lire sur ce média, nous devons absolument mettre en avant notre autorité de professeur – qui est encore

reconnue par eux – ainsi que nos savoirs d'enseignants. Ces derniers n'ont jamais été aussi importants qu'aujourd'hui, car si nous limitons notre ambition à n'être que de simples « développeurs de compétences », comme le veulent certains responsables du ministère de l'Education nationale, nous laisserions à Daech et aux autres groupes extrémistes du même genre un boulevard pour répandre leur poison.

Par ailleurs, fournir de vrais savoirs historiques aux élèves, c'est aussi accepter de regarder avec eux le passé en face, tout le passé, et affronter des questions « gênantes » pour notre nation comme le régime de Vichy, la colonisation ou la torture en Algérie. Faire de l'histoire, c'est parler du meilleur comme du pire, et c'est tout aborder. Là encore, l'enseignant doit le faire, car s'il ne le fait pas, Internet le fera pour lui. Mais pour qu'il puisse y parvenir correctement, il faut qu'il possède une bonne formation scientifique. Enfin, il est nécessaire d'affronter le passé sans tenir de discours culpabilisants car il n'y a pas de honte à être français ! Et si la France a commis des crimes à l'instar des autres peuples, elle a aussi réalisé de grandes choses, elle a eu de grandes voix pour défendre la liberté et la justice universelle. Pensons à Danton, à l'abbé Grégoire, à Victor Hugo, au Clemenceau de l'affaire Dreyfus, à Jean Moulin ou Germaine Tillion...

En ce sens, parler des résistants qui ont été l'honneur de la France, n'est-ce pas un bel exemple ?

Oui, et il faudrait en parler beaucoup plus car les élèves connaissent assez mal la Résistance que l'on n'enseigne pas suffisamment. C'est en partie lié au fait que

l'histoire de la Résistance appartient à l'histoire de France et que celle-ci n'a plus vraiment la cote aujourd'hui dans les programmes par crainte des relents nationalistes que son étude pourrait favoriser et parce qu'elle présente, auprès de certains spécialistes, un petit côté démodé (la tare du « roman national » toujours). Mais si on a abandonné l'histoire de France en tant que telle, elle n'a pas pour autant été remplacée par l'histoire de l'Europe. On étudie bien l'Occident chrétien, la Renaissance, les révolutions industrielles, les « totalitarismes », qui sont tous des phénomènes européens, pour lesquels nous allons chercher, quand c'est possible, des exemples français – puisque nous sommes français – sans qu'une lecture « européenne » du passé n'ait remplacé une lecture « française ». Nous sommes dans un entre-deux insatisfaisant – ni histoire de l'Europe ni histoire de France – où l'histoire de la Résistance française flotte en suspension. Si on nous demandait au contraire d'étudier celle-ci dans l'optique d'une résistance européenne au nazisme, elle pourrait retrouver une place centrale. Car les résistants français ont beaucoup de choses à nous dire sur l'Europe à un moment où la xénophobie et le nationalisme gangrènent la plupart des pays de notre continent. Le malheur, cependant, est que leur parole reste cantonnée dans une histoire nationale aujourd'hui bien mal aimée. Il reste pour les entendre les commémorations dont nous parlions précédemment. Cela fait néanmoins bien peu.

Comme d'autres professeurs, vous avez tenté de remédier à ces insuffisances en invitant des résistants et des déportés à intervenir dans vos classes. Pour quelles raisons ?

Ma démarche a été déterminée par un voyage au camp de Mauthausen que j'ai fait en avril 1994 avec l'APHG à l'invitation de l'Amicale de Mauthausen. Ce fut un véritable choc. Les lieux sont très forts par eux-mêmes, « *les pierres parlent* » dit-on, mais surtout des anciens déportés étaient présents pour nous accompagner dans ces lieux. Cette expérience m'a tellement marqué que j'ai voulu en faire profiter mes élèves de collège dès la rentrée suivante. Nous avons d'abord travaillé sur des dossiers que j'avais constitués à partir des ouvrages de l'Amicale ; puis j'ai pris contact avec des déportés de la région : Pierre Thouvenin et René Mangin aujourd'hui décédés, Stéphane Lewandowski qui est toujours là ; trois personnages extraordinaires qui nous ont beaucoup apporté et avec qui mes deux classes sont allées à Mauthausen. Sur un plan pédagogique et humain, cela fut ma plus grande année de prof ! J'ai fait ensuite venir pendant les dix années qui ont suivi des déportés dans mes classes, dont parmi beaucoup, Jérôme Scorin, figure bien connue de Nancy et témoin inlassable de la Shoah. En deça du caractère singulier de leurs témoignages et derrière les mots qui étaient prononcés, il y avait des hommes résolus qui se tenaient droits, qui ne se plaignaient pas, qui ne s'emportaient pas

et qui manifestaient beaucoup de dignité. Cela fascinait les élèves et, à un âge où la personnalité se forme, ces rencontres étaient, je crois, extrêmement bénéfiques pour eux. Les résistants et déportés qui sont venus dans mes classes ont été des exemples.

Dans ce contexte, le Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) ne reste-t-il pas un outil irremplaçable, que nos politiques d'ailleurs souhaitent valoriser ?

Bien sûr, il faut le valoriser parce que c'est un formidable moyen pour les élèves de s'initier à l'histoire en dehors du cours classique, de se frotter aux documents, parfois d'authentiques documents de première main, tirés des archives municipales ou départementales. Et puis, il ne s'agit pas de n'importe quelle histoire, c'est celle du combat pour la liberté, de la résistance à l'oppression que la déclaration de 1789 a reconnue comme un droit de l'homme dans son article 2. Jusqu'à présent, le concours reposait avant tout sur les résistants et les déportés. Mais ceux-ci interviennent de plus en plus rarement. Comment poursuivre leur œuvre ? Je pense qu'il faut faire évoluer le concours et le moderniser en l'inscrivant dans une perspective européenne. Si le CNRD devenait européen et si son thème central était la liberté, on pourrait très bien imaginer faire travailler une année sur deux les élèves allemands sur la Résistance française et les élèves français sur la Résistance allemande ; et on pourrait imaginer aussi de confronter les meilleurs travaux lors d'une remise des prix franco-allemande, par exemple.

Mais n'y aurait-il pas un risque de voir s'instaurer une « mémoire partagée » qui nivellerait les différences idéologiques fondamentales qui opposèrent les pays et les peuples en guerre entre 1936 et 1945 ?

Pas si on regarde le passé en face et si on cherche à en tirer profit pour faire avancer ensemble l'Europe. Je me souviens de la remarque d'un professeur allemand lors d'un symposium à Mauthausen qui disait : « *Il y a une mémoire qui divise et une mémoire qui rapproche* », et c'est vrai. Dans certains pays balkaniques, la mémoire comme l'histoire servent à entretenir la haine, siècle après siècle... Pour ma part, et en tant qu'enseignant de la République française, je souhaite que l'histoire serve à rassembler la nation, ce qui ne signifie pas qu'il faille instrumentaliser ma discipline à cette fin. Mais dans une société française multi-ethnique, riche de cette diversité, nous devons trouver un discours fédérateur qui donne sa place à tout le monde. Il faut que l'enfant originaire des Comores ou du Maroc puisse se reconnaître dans un discours historique français et européen, à visée universaliste. Et le CNRD sert cet objectif. Parce qu'il traite de l'histoire de gens qui se sont battus pour défendre la liberté, qui est une valeur cardinale de l'Europe et à laquelle tous les êtres humains aspirent. Utilisons toute la richesse de l'histoire de la Résistance pour nourrir un discours européen humaniste et fédérateur.

Un discours qui fasse aussi barrage au populisme et aux idées simplistes ?

Le professeur représente la société adulte et il a quelque chose à dire sur notre société aux adolescents qui sont en face de lui. Surtout dans un monde où la démocratie semble moins assurée qu'avant et où souffle « *le vent mauvais* » du populisme. Si celui-ci venait à l'emporter, les premières victimes seraient les immigrés et leurs enfants. Là aussi, s'il y a un enseignement à tirer de l'étude des faits historiques, c'est de rappeler qu'en France les premières victimes juives des nazis et de leurs collaborateurs vichystes ont d'abord été les étrangers. Toujours les étrangers, c'est un fait historique. Comme le montre le programme de Seconde quand on étudie Athènes à l'époque de Platon ou l'Amérique à l'époque de la grande immigration italienne. Cela doit conduire les élèves à réfléchir sur le fait d'être étranger dans une société, sur nos rapports aux autres, sur le monde dans lequel nous voulons vivre.

Vous êtes engagé au sein de l'Association des professeurs d'histoire-géographie. La FNDIRP a souvent soutenu ses revendications. Que défend l'APHG ?

L'APHG défend un enseignement laïc et républicain, ancré dans la grande tradition de l'enseignement de l'histoire-géographie en France. Elle se bat pour que tous les élèves, quelle que soit leur orientation – générale, technologique ou professionnelle – puissent bénéficier d'un enseignement d'histoire-géographie de qualité, car tous seront citoyens. Elle se bat aussi, vous l'aurez compris, pour que cet enseignement permette, avec l'acquisition de compétences réelles, l'acquisition d'un savoir historique et géographique sérieux et cohérent. Tout cela demande de passer un certain temps devant les élèves. Or, les évolutions récentes nous rendent inquiets : après avoir disparu de la Terminale S lors de la réforme Chatel, l'histoire-géographie y a été rétablie mais avec seulement deux petites heures par semaine alors qu'il nous en faut au minimum trois pour travailler correctement. Quant à la réforme du collège qui va rentrer en vigueur à la rentrée 2016, elle s'annonce catastrophique puisqu'elle a pour philosophie de réduire la part des savoirs à acquérir par les collégiens – ils sont sur Internet, tous à vos tablettes les enfants ! – au profit de l'acquisition de « compétences » très générales. Elle va également entraîner la réduction de tous les horaires disciplinaires au profit d'une interdisciplinarité dont les contours restent très vagues. Comment peut-on acquérir les repères nécessaires en histoire-géographie avec moins d'heures d'histoire-géo ? Comment peut-on devenir meilleur en maths et en français avec moins d'heures de maths et de français ? La question mérite d'être posée. Ce sont les enfants issus de l'immigration et/ou des milieux défavorisés qui risquent de pâtir le plus de cette évolution. Je crains que nous nous éloignons ainsi de l'école dont notre pays a besoin pour affronter les défis qui l'attendent.

PROPOS RECUEILLIS PAR IRÈNE MICHINE

La Journée nationale de la Résistance à Paris

Rendez-vous le 27 mai à la mairie du 19^e arrondissement (place Armand Carrel, métro Laumière)

La troisième Journée nationale de la Résistance le 27 mai sera célébrée à Paris avec une ampleur exceptionnelle : 90 associations et organisations y participeront autour d'un riche programme (voir PR de mars 2016, p. 17).

Le village des associations avec leurs stands sera ouvert au public le 27 mai de 10 h à 18 h 30. Sur scène, les Tréteaux de France, le Club des poètes, la Chorale populaire de Paris...

Parmi les nombreuses initiatives proposées : Un débat sur les éditions et écrivains de la Résistance, une dizaine d'expositions, parmi lesquelles, sur les grilles du parc des Buttes-Chaumont, celle dédiée aux artistes de la Résistance, de l'internement et de la déportation ; et celle présentée à l'Espace Niemeyer (2 place du colonel Fabien) sur le thème : « *A l'appel de la liberté, résister par la culture* », réalisée par les sept musées partenaires de cette Journée (visible jusqu'à fin juin). Et encore, un espace « bande dessinée », un espace « Street art », et un concert à Radio France : celui-ci permettra d'entendre des œuvres de compositeurs et musiciens résistants ainsi que des textes et poèmes de la Résistance (dans la limite des places disponibles, contacter les organisateurs).

Trois cérémonies officielles sont au programme :

- Le 26 mai à 18 h, au 48 rue du Four, sous la plaque de la première réunion du Conseil national de la Résistance le 27 mai 1943.
- Le 27 mai 11 h : dépôt de gerbes au monument aux morts du 19^e, situé à l'arrière de la mairie.
- Le 27 mai à 18 h 30, cérémonie à l'Arc de triomphe.

Cette Journée est placée sous l'égide de la mairie de Paris, la mairie du 19^e, le ministère de l'Éducation nationale, la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives, le secrétariat d'État aux Anciens combattants et à la Mémoire, l'ONAC-VG et le Souvenir français.

■ **Programme sur :** <https://www.facebook.com/Journée-nationale-de-la-Résistance-1563103140629638/?fref=ts>
Contact : Comité parisien de la Libération, 88 avenue Marx Dormoy 94500 Champigny-sur-Marne (courriel : jnr27mai@outlook.fr)